

**Union européenne - Conseil Culture**  
**- Erasmus - Propos à la presse de**  
**Mme François Nyssen, ministre de**  
**la culture**

(Bruxelles, 21 novembre 2017)

**Q** - Vous avez comme ambition de vouloir refonder l'Europe par la culture. Vous connaissez le mot de Jean Monnet : «Si c'était à refaire, je recommencerais par la culture». Vous recommencez plus modestement par le passeport européen pour les jeunes : où en êtes-vous sur cette question ?

**R** - Jean Monnet suggérait l'Europe par la culture à petits pas, mais nous commençons à grands pas avec le «pass» culture qui est une mesure phare du programme du président de la République. Nous la mettons en oeuvre, nous avons commencé le travail en constituant un groupe de réflexion avec des jeunes, qui sont au centre de la chose. Nous avons commencé à travailler aussi sur l'outil qui va éditorialiser la proposition et nous allons pouvoir être en mesure de lancer une expérimentation à la rentrée d'automne 2018. Donc les choses avancent et le projet est lancé.

Ce que nous avons émis aujourd'hui et que nous avons déjà émis lors de rencontres bilatérales, notamment avec Dario Franceschini, mon homologue italien, c'était de le faire au niveau européen, chose que j'ai répercuté au moment de ma rencontre avec mon homologue allemande à la Foire du Livre de Francfort. Nous avons émis l'idée de ce «pass» européen, et c'est quelque chose qui est partagé, dans un esprit d'«Europe qui unit» et le «pass» culture, comme l'Erasmus, est l'un des éléments de cette Europe.

**Q** - Concrètement, suffit-il d'avoir 18 ans ?

**R** - L'idée c'est que, pour accompagner un parcours où la culture n'est pas un supplément d'âme, mais est constitutive de tout le parcours de l'éducation, que soit offert au moment de l'entrée dans l'âge adulte, à 18 ans, un passeport pour un accès à la culture. Pour cela, vous recevez une application éditorialisée avec toutes sortes de propositions qui peuvent aller de l'accès à des lieux, à des grandes manifestations, des concerts, mais aussi à des pratiques, parce que les jeunes sont très en demande, c'est quelque chose qui revient lorsque l'on discute avec eux, des pratiques artistiques donc, mais aussi de mobilité. La grosse constatation que l'on fait est que l'accès à la culture est une véritable interrogation et ce problème doit être posé, et donc l'accès est aussi à prendre en compte. Et cela peut être pris en compte aussi dans ce «pass» culture qui sera effectivement remis à 18 ans, d'un montant de 500 euros tel que cela a été annoncé.

**Q** - Quelles vont être les limites à ce produit ? Est-ce que l'on peut par exemple considérer, parce qu'il est évidemment compliqué de définir un bien culturel, que la gastronomie ou la

tauromachie sont des biens culturels ?

R - C'est là tout le propos de ce groupe de travail que nous menons, avec un pilote, quelqu'un qui harmonise et en intégrant les jeunes. Ce dont nous nous rendons compte, au fur et à mesure que nous avançons sur ce projet, c'est qu'il tient à coeur aux jeunes et donc nous voulons les placer au centre de cette réflexion. Une chose qui est certaine, c'est qu'il faut éditorialiser les propositions, et à partir de ce moment-là, le jeune est maître de son choix. Et dans les éditorialisations, toutes sortes de pratiques culturelles peuvent être mises en place. Nous ne sommes pas limités à ce niveau-là, et c'est l'objet de tout le travail qui a démarré et que nous allons poursuivre de façon intensive, pour pouvoir faire une expérimentation en septembre 2018.

Q - Y a-t-il des limites d'âge ? C'est à 18 ans qu'on l'offre donc c'est au moment de rentrer dans la citoyenneté. Et jusqu'à quel âge ?

R - On le reçoit à 18 ans.

Q - Mais on a un certain temps pour le dépenser ?

R - C'est une chose que nous envisageons très sérieusement. Cela pourrait être trois ans ou plus. Toutes ces choses-là sont évidemment à déterminer de façon participative à travers ce groupe de travail pour que cela corresponde aux attentes des jeunes.

Q - Avez-vous avancé sur l'Erasmus de la culture ?

R - Cela fait partie de choses qui sont ressorties très clairement aujourd'hui par rapport au Conseil : cet enthousiasme sur l'idée de l'Erasmus de la culture en prolongement de l'Erasmus des étudiants qui a véritablement changé la vie d'étudiants qui ont pu bénéficier de cet Erasmus. Les savoir-faire sont à échanger et un des premiers lieux d'échange pourrait être le patrimoine. C'est une grosse demande et nous allons entamer d'entrée de jeu un Erasmus au niveau du patrimoine.

Q - Les Erasmus se situent dans un contexte de formation. Est-ce qu'ici il faudrait passer par une école, un fond, une formule de formation permanente ou autre pour pouvoir accéder à cet Erasmus-là ?

R - Je ne pense pas qu'il faille passer par une école puisqu'il s'agit d'Erasmus de gens déjà dans leurs pratiques professionnelles. Par contre, le fait d'avoir accès à un Erasmus sera une forme de formation. Nous apprenons toujours au contact de l'autre. Nous nous enrichissons quand nous allons voir les pratiques de l'autre. C'est un échange et c'est comme une formation. Il ne faut pas une formation préalable, il faut être dans le désir d'aller échanger sur ces pratiques.

Q - Là aussi il y a une limite d'âge ?

R - Non je n'ai pas du tout envisagé une limite d'âge pour les professionnels.

Q - Y aura-t-il des contraintes, va-t-on suivre des cours ?

R - Non, nous n'envisageons pas les choses d'abord en termes de contraintes mais en termes de possibilités, en termes de désirs, d'envies. Qu'est-ce qui motive tout cela ? C'est une envie de partage, une envie de cohésion, une envie de connaissances de l'autre et de s'enrichir de l'autre. C'est une envie de s'enrichir soi-même. Nous sommes plutôt dans du désir et de la curiosité.

Q - Un mot sur le big bang de l'audiovisuel que vous préparez. France 4 et France O plutôt sur le numérique et vous supprimez aussi France 3 national ?

R - Vous parlez de choses qui n'ont absolument pas été décidées et entérinées. C'est toute une série de propositions qui étaient sur la table depuis longtemps qui ont été rassemblées comme documents de travail car il s'agit de réfléchir et de travailler. D'ailleurs, nous avons demandé à l'ensemble des patrons de l'audiovisuel public de nous remettre des propositions de réflexion qu'ils nous ont remises là précisément, maintenant. Dans mon calendrier des jours prochains, je les rencontre successivement pour aboutir à des propositions dont je vous tiendrai bien sûr informés en temps utile.

Q - Il n'y a pas une chaîne généraliste de trop sur le plan du service public ?

R - Je vous ai répondu très précisément sur la nécessité de faire d'abord un état des lieux à partir des propositions que les patrons des chaînes nous feront car c'est de l'intérieur qu'il faut essayer de réfléchir. Nous allons partager cela et nous ferons des propositions en temps utile.

Q - La stratégie, c'est de lutter contre Netflix. Où en êtes-vous dans le cadre du rapprochement sur le plan de la production et je pense notamment à Arte ?

R - La problématique de Netflix se pose à beaucoup de niveaux. Au niveau européen, on pourrait se poser la question et ça a été le sens aussi de faire passer en mai dernier au conseil des ministres de la culture européens l'idée d'un quota minimum d'oeuvres. On a une production européenne extraordinaire et de grande qualité et c'est pour cela qu'on se bat donc cela pourrait être le support d'un Netflix. Par ailleurs, on va négocier une ligne de 200 millions pour les industries créatives, il y a peut-être des choses à réfléchir et on va y réfléchir. Cela fera sans doute aussi l'objet des réflexions que j'aurai avec les patrons de chaînes./.